

**Convention  
relative à la poursuite de la coopération dans le cadre de  
l'Observatoire Interrégional du marché de l'Emploi (OIE)**

entre

**l'Observatoire Régional de l'Emploi, de la Formation et des Qualifications (OREFQ) de  
Lorraine**

représenté par

- **Michel BIGGI**, Directeur

pour la Lorraine

**le Ministère d'État du Grand-duché de Luxembourg**

représenté par

- **Jean-Claude Felten**, Conseiller de Direction 1<sup>ère</sup> classe

pour le Luxembourg

**l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS)**

représenté par

- **Sébastien Brunet**, Administrateur général

pour la Wallonie

**le Ministère du Travail, de la Famille, de la Prévention, des Affaires sociales et du  
Sport du Land de Sarre**

représenté par

- **Annegret Kramp-Karrenbauer**, Ministre

pour la Sarre

**le Ministère du Travail, des Affaires sociales, de la Santé, de la Famille et des Femmes  
du Land de Rhénanie-Palatinat**

représenté par

- **Malu Dreyer**, Ministre

pour la Rhénanie-Palatinat

## Convention OIE

## Préambule

Lors du 6<sup>ème</sup> Sommet des Exécutifs de la Grande Région du 12 novembre 2001 placé sous présidence du Grand-duché de Luxembourg, les membres du Sommet ont décidé la mise en place d'un Observatoire Interrégional du marché de l'Emploi (OIE) chargé de réunir et de traiter les données relatives à l'emploi et au marché du travail interrégional et d'assurer des fonctions d'analyse, de veille, d'alerte, de conseil et d'aide à la décision des acteurs politiques et socio-professionnels de la Grande Région.

Aux côtés du Comité Economique et Social de la Grande Région, des EURES transfrontaliers, de la Communauté de travail des Offices Statistiques et de la Task Force pour les Travailleurs Frontaliers et en partenariat avec ces institutions et organismes, l'OIE constitue désormais l'un des piliers de la coopération grand-régionale qui vise à assurer une plus grande fluidité et une cohérence renforcée dans l'organisation et l'accompagnement du marché du travail et de l'emploi dans la Grande Région. Dans ce cadre, l'OIE apporte une contribution essentielle à une meilleure connaissance et à l'amélioration du suivi et du fonctionnement du marché du travail commun aux territoires qui composent la Grande Région.

Pour ce faire, l'OIE réunit des instituts experts et des organismes spécialisés dans ces questions, issus de l'ensemble des parties de la Grande Région. Le réseau ainsi constitué a bénéficié depuis 10 ans du soutien des autorités politiques de la Grande Région et des ressources offertes par les programmes européens de coopération territoriale, au travers de l'Opération Cadre Régionale INTERREG IIIIC "e-bird" 2004-2007, puis du programme opérationnel transfrontalier INTERREG IVA Grande Région 2007-2013.

Ces soutiens ont permis à l'OIE de produire régulièrement des rapports sur la situation du marché de l'emploi de la Grande Région (7 rapports à ce jour), de conduire des travaux de recherche et d'analyse sur des thématiques transversales ou spécifiques et de contribuer à des travaux plus larges tels que ceux du Comité Economique et Social de la Grande Région sur la situation économique et sociale de la Grande Région.

Dans le chapitre « Faire avancer la Grande Région » de la Déclaration Commune du 24 janvier 2011, le 12<sup>ème</sup> Sommet des Exécutifs de la Grande Région, tenu sous présidence sarroïse, a constaté avec satisfaction que la qualité du rapport établi pour son compte par l'Observatoire Interrégional du marché de l'Emploi s'était encore améliorée. Les membres du Sommet ont souligné l'apport pratique de l'étude qualitative présentée dans le cadre du rapport. Ils ont réaffirmé l'importance de la mission de l'OIE qui permet une identification précoce des évolutions et problèmes sur le marché de l'emploi en Grande Région et permet ainsi de mettre en place rapidement des mesures appropriées.

Les membres du Sommet ont donc salué la décision des régions partenaires de continuer à soutenir et financer l'OIE sans cofinancement par de nouveaux projets INTERREG. La fonction de coordination des réseaux d'instituts spécialisés de la Grande Région pour l'OIE restera assurée par l'Info-Institut de Sarrebruck. Par ailleurs, les membres du Sommet ont mandaté l'OIE pour le prochain rapport sur la situation du marché de l'emploi en Grande Région.

Les membres du Sommet ont approuvé à nouveau la décision des différents responsables du marché de l'emploi transfrontalier en Grande Région d'approfondir leur coopération. Ils ont salué la convention de coopération signée le 28 octobre 2010 qui souligne la volonté des responsables d'intégrer de nouveaux acteurs du domaine de l'emploi en Grande Région.

La présente convention a pour objet de mettre en œuvre la décision relative à l'Observatoire Interrégional du marché de l'Emploi (OIE) prise par le 12<sup>ème</sup> Sommet de la Grande Région.

### article 1

#### Mission impartie à l'Observatoire Interrégional de l'Emploi (OIE)

L'OIE a pour mission de réunir les données relatives au marché de l'emploi de la Grande Région pour ensuite les traiter de manière à pouvoir les comparer et les interpréter, dans le but d'en tirer des conclusions utiles aux politiques de l'emploi et structurelles de la Grande Région. Les données traitées seront mises à la disposition des régions partenaires dans un rapport produit sur 2 ans. Il s'agit ce faisant de mettre en place un système de diagnostic et d'alerte précoce pour des processus socio-économiques actuellement en cours et d'assurer par ailleurs une fonction de conseil pour les acteurs du marché de l'emploi de la Grande Région.

### article 2

#### Comité de pilotage

(1) Le Comité de pilotage Interrégional permanent, créé sur la base de la résolution du 6<sup>ème</sup> Sommet de la Grande Région du 12 novembre 2001, est maintenu sur la base de la présente convention.

(2) Le Comité de pilotage comprend 10 membres, à savoir :

- pour chaque composante de la Grande Région, un représentant politique chargé de ce domaine ;
- trois représentants du Comité économique et social (CES) de la Grande Région ;
- un représentant du groupe de travail des instituts statistiques de la Grande Région.

(3) La présidence du Comité de pilotage est assurée par la présidence du Sommet en exercice.

(4) Le Comité de pilotage de l'OIE a qualité pour confier des missions et pour assurer leur suivi permanent sur la base des résolutions du Sommet de la Grande Région.

(5) Dans ses travaux, le Comité de pilotage se base sur le « Règlement intérieur de l'Observatoire Interrégional du marché de l'Emploi (OIE) concernant la procédure d'exécution de missions issues des résolutions du Sommet de la Grande Région » et daté du 17 mars 2004 et joint en annexe.

### article 3

#### Réseau

(1) Pour les missions de l'OIE, un réseau d'instituts spécialisés des différentes régions a été mis en place. La liste des partenaires de ce réseau est la suivante :

- Centre de Ressources et de Documentation des EURES Transfrontaliers en Lorraine (CRD Lorraine)
- Observatoire Régional de l'Emploi, de la Formation et des Qualifications (OREFQ Lorraine),
- Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS Wallonie) DGstat, groupe de travail statistique de la Communauté Germanophone de Belgique
- Centre de Ressources et de Documentation CRD EURES (Unité der recherche REPREM-Partenariat CEPS INSTEAD/ADEM (Administration de l'Emploi) (Luxembourg)
- INFO-Institut (Sarre, Rhénanie-Palatinat)

(2) Les régions peuvent à tout moment redéfinir les partenaires régionaux du réseau.

(3) La coordination des activités des instituts spécialisés des différentes régions est assumée par un Secrétariat Permanent. Cette fonction est assurée par l'INFO-Institut.

**article 4**  
**Demande de projet/ financement**

(1) Avant le lancement du projet, l'INFO-Institut, en charge de la coordination, adresse une demande pour la mise en œuvre de la mission aux institutions définies par les régions représentées au sein de l'OIE (Rhénanie-Palatinat, Sarre, Luxembourg, Wallonie et Lorraine).

(2) La demande de projet ne pourra dépasser, s'agissant des fonds prévus par les régions pour l'OIE, la somme maximale de 30.000 euros par an et par région, soit 150.000 euros au total par an. Les régions représentées au sein de l'OIE (Rhénanie-Palatinat, Sarre, Luxembourg, Wallonie et Lorraine) adressent, en se conformant aux dispositions budgétaires de leurs pays, un avis d'octroi à l'INFO-Institut auteur de la demande :

(3) L'accord est donné par les régions désignées sous réserve de la disponibilité dans les budgets régionaux des fonds requis pour l'année en question. Le versement des fonds par les régions ne pourra être réclamé par voie de justice.

(4) Si une région ne fournit plus sa part au financement du projet, les autres régions ne sont pas obligées de prendre en charge la contribution qui fait défaut. Il convient d'adapter la demande de projet en conséquence.

**§ 5**  
**Durée/ résiliation**

(1) La présente convention est valable pour les années 2011, 2012 et 2013.

(2) La convention est reconduite pour une durée de trois années sauf si un des partenaires la dénonce six mois avant son expiration.

(3) Toute modification ou complément apportés à la présente convention requiert la forme écrite d'un avenant et une résolution préalablement adoptée à l'unanimité par les signataires.

**Vereinbarung  
über die Weiterführung der Zusammenarbeit im Rahmen der  
Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle (IBA)**

zwischen

**der Regionalen Beobachtungsstelle für Beschäftigung, Bildung und Qualifikation (OREFQ) Lothringen,**  
vertreten durch

- **Michel BIGGI, Direktor**

für Lothringen (oder: für den Staat und den Regionalrat Lothringen),

**dem Staatsministerium des Großherzogtums Luxemburg,**  
vertreten durch

- **Jean-Claude Felten, Conseiller de Direction 1<sup>ère</sup> classe**

für Luxemburg,

**dem wallonischen Institut für Evaluierung, Zukunftsforschung und Statistik (IWEPS),**  
vertreten durch

- **Sébastien Brunet, Verwaltungsleiter**

für Wallonien,

**dem Ministerium für Arbeit, Familie, Prävention, Soziales und Sport des Saarlands,**

vertreten durch

- **Annegret Kramp-Karrenbauer, Ministerin**

für das Saarland,

**dem Ministerium für Soziales, Arbeit, Gesundheit, und Demografie von Rheinland-Pfalz,**

vertreten durch

- **Malu Dreyer, Ministerin**

für Rheinland-Pfalz

## Präambel

Beim 6. Gipfel der Großregion vom 12. November 2001 unter dem Vorsitz des Großherzogtums Luxemburg fassten die Gipfelteilnehmer den Beschluss, eine Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle (IBA) einzurichten mit der Aufgabe, die interregionalen Beschäftigungs- und Arbeitsmarktdaten zu sammeln und zu verarbeiten und bei den Entscheidungen der politischen und sozialen bzw. gewerblichen Akteure der Großregion eine Analyse-, Überprüfungs-, Warn-, Beratungs- und Supportfunktion zu übernehmen.

Heute stellt die IBA mit dem Wirtschafts- und Sozialausschuss der Großregion, den EURES-Grenzregionen, der Arbeitsgemeinschaft der Statistischen Ämter und der Taskforce für die Grenzgänger - mit denen sie partnerschaftlich zusammenarbeitet - eine der Säulen der Zusammenarbeit in der Großregion dar, wenn es darum geht, höhere Flexibilität und bessere Konsistenz in Organisation und Betreuung des Arbeits- und Beschäftigungsmarkts der Großregion zu erzielen. In diesem Rahmen leistet die IBA einen wesentlichen Beitrag zur besseren Kenntnis und zur Verbesserung schlechthin der Betreuung und Mechanismen des gemeinsamen Arbeitsmarktes in den Gebieten der Großregion.

Zu diesem Zweck gehören Fachinstitute, die auf diese Fragen spezialisiert sind, und fachliche Gremien aus allen Teilen der Großregion der IBA an. Dieses Netzwerk wird seit 10 Jahren von den politischen Behörden der Großregion unterstützt und mit Ressourcen aus den europäischen Programmen der territorialen Zusammenarbeit über die Regionale Rahmenmaßnahme INTERREG IIC "e-Bird" 2004-2007 und dann über das grenzüberschreitende INTERREG IVA-Programm Großregion 2007-2013 versorgt.

Dank dieser Unterstützung war die IBA in der Lage, regelmäßig Berichte über die Lage des Beschäftigungsmarktes der Großregion zu erstellen (bisher 7 Berichte), Forschungs- und Analysearbeiten über Querschnitts- und spezifische Themenkreise durchzuführen und zu größeren Arbeiten wie denen des Wirtschafts- und Sozialausschusses der Großregion über die wirtschaftliche und soziale Lage der Großregion beizutragen.

Im Kapitel "Die Großregion voranbringen" der Gemeinsamen Erklärung vom 24. Januar 2011 stellt der unter saarländischem Vorsitz gehaltene 12. Gipfel der Großregion mit Zufriedenheit fest, dass sich die Qualität des für seine Rechnung von der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle ausgearbeiteten Berichts weiter verbesserte. Die Gipfelteilnehmer unterstrichen den wichtigen praktischen Beitrag der im Rahmen des Berichts präsentierten qualitativen Studie. Sie bestätigten erneut die Wichtigkeit der Aufgabe der IBA, die eine frühzeitige Identifizierung von Entwicklungen und Problemen auf dem Arbeitsmarkt der Großregion erlaubt und dadurch eine schnelle Implementierung geeigneter Maßnahmen ermöglicht.

So wurde die Entscheidung der Partnerregionen, die IBA weiter zu unterstützen und ohne Kofinanzierung durch neue INTERREG-Projekte zu finanzieren, von den Gipfelmitgliedern begrüßt. Die Koordinatorfunktion für die Fachinstitute der Großregion übernimmt auch weiter das Info-Institut in Saarbrücken für die IBA. Die Gipfelmitglieder beauftragten die IBA außerdem mit dem nächsten Bericht zur Lage des Arbeitsmarktes in der Großregion.

Die Gipfelteilnehmer billigten erneut die Entscheidung der verschiedenen Verantwortlichen für den grenzüberschreitenden Beschäftigungsmarkt in der Großregion, ihre Zusammenarbeit zu vertiefen. Sie begrüßten die am 28. Oktober 2010 unterzeichnete Kooperationsvereinbarung, die den Willen der Verantwortlichen, neue Akteure auf dem Gebiet der Beschäftigung in der Großregion einzubinden, unterstreicht.

Mit der gegenwärtigen Vereinbarung soll der vom 12. Gipfel der Großregion bezüglich der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle (IBA) gefasste Beschluss umgesetzt werden.

## **Artikel 1**

### **Aufgabe der Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle IBA**

Die IBA hat die Aufgabe, die Arbeitsmarktdaten der Großregion zusammenzuführen und die Daten vergleichbar und interpretierbar mit dem Ziel aufzubereiten, dass daraus struktur- und arbeitsmarktpolitische Schlussfolgerungen für die Großregion abgeleitet werden können. Die aufbereiteten Daten werden den Partnerregionen in einem 2-jährig zu erstellenden Bericht zur Verfügung gestellt. Damit soll ein Diagnose- und Frühwarnsystem für aktuell verlaufende sozio-ökonomische Prozesse aufgebaut und eine Beratungsfunktion für die Arbeitsmarktakteure der Großregion übernommen werden.

## **Artikel 2**

### **Lenkungsausschuss**

- (1) Der auf der Basis des Beschlusses des 6. Gipfels der Großregion vom 12. November 2001 gebildete ständige interregionale Lenkungsausschuss wird auf der Grundlage der vorliegenden Vereinbarung fortgeführt.
- (2) Der Lenkungsausschuss setzt sich aus 10 Mitgliedern zusammen, und zwar
  - ein für diesen Bereich zuständiger politischer Vertreter pro Teilregion der Großregion,
  - drei Vertreter des Wirtschafts- und Sozialausschusses der Großregion (WSAGR),
  - ein Vertreter der Arbeitsgemeinschaft der Statistischen Ämter der Großregion.
- (3) Den Vorsitz des Lenkungsausschusses führt die Region der jeweiligen Gipfelpräsidentenschaft.
- (4) Dem Lenkungsausschuss der IBA obliegt die Formulierung von Aufträgen und die Begleitung auf der Grundlage der Beschlüsse der Gipfel der Großregion.
- (5) Grundlage der Arbeit des Lenkungsausschusses ist die „Interne Geschäftsordnung der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle (IBA) über das Verfahren zur Umsetzung von Aufträgen aus den Gipfelbeschlüssen der Großregion“ vom 17. März 2004.

## **Artikel 3**

### **Netzwerk**

- (1) Für die Aufgaben der IBA wurde ein Netzwerk von Fachinstituten der Regionen aufgebaut. Partner dieses Netzwerkes sind
  - Centre de Ressources et de Documentation des EURES Transfrontaliers de Lorraine (CRD Lorraine),
  - Observatoire Régional de l'Emploi, de la Formation et des Qualifications (OREFQ (Lorraine),
  - Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS) (Wallonien) (???? eventuell neuer Partner), DG Stat Arbeitsmarktbeobachtungsstelle Ostbelgien (ABEO) (Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens),
  - Centre de Ressources et de Documentation CRD EURES (Unité der recherche REPREM-Partenariat CEPS INSTEAD/ADEM (Administration de l'Emploi) (Luxembourg)
  - INFO-Institut (Saarland, Rheinland-Pfalz).
- (2) Die Regionen können jederzeit die regionalen Partner des Netzwerkes neu benennen.

- (3) Das INFO-Institut übernimmt als ständiges Sekretariat die Koordination der Tätigkeiten der Fachinstitute der Regionen.

#### **Artikel 4 Projektantrag / Finanzierung**

- (1) Das koordinierende INFO-Institut stellt vor Projektbeginn einen Projektantrag zur Umsetzung des Auftrages an die von den vertretenen Regionen Rheinland-Pfalz, Saarland, Luxemburg, Wallonien und Lothringen benannten Institutionen.
- (2) Der Projektantrag darf, bezogen auf die von den Regionen für die IBA vorgesehenen Mittel, den Höchstbetrag von 30.000 Euro pro Jahr und Region, insgesamt also 150.000 Euro pro Jahr, nicht überschreiten. Die in der IBA vertretenen Regionen Rheinland-Pfalz, Saarland, Luxemburg, Wallonien und Lothringen erlassen nach ihren jeweiligen nationalen haushaltsrechtlichen Bestimmungen einen Bewilligungsbescheid an das antragstellende INFO-Institut:
- (3) Die Bewilligung durch die genannten Regionen steht unter dem Vorbehalt, dass die Haushalte der Regionen die erforderlichen Finanzmittel für das jeweilige Jahr zur Verfügung stellen können. Ein Rechtsanspruch auf Zahlung der Mittel durch die Regionen besteht nicht.
- (4) Sobald eine Region ihren Anteil an der Finanzierung des Projektes nicht mehr leistet, sind die übrigen Regionen nicht verpflichtet, den dann fehlenden Finanzierungsbeitrag zu übernehmen. Der Projektantrag ist entsprechend anzupassen.

#### **Artikel 5 Laufzeit/Kündigung**

- (1) Diese Vereinbarung gilt für die Jahre 2011, 2012 und 2013.
- (2) Die Vereinbarung verlängert sich um weitere drei Jahre, es sei denn sie wird von einem der Partner bis sechs Monate vor Ablauf gekündigt.
- (3) Änderungen und Ergänzungen dieser Vereinbarung bedürfen eines einstimmigen Beschlusses der Unterzeichnenden in Schriftform.



Fait à Metz, le 06 juin 2011

  
**Michel BIGGI**

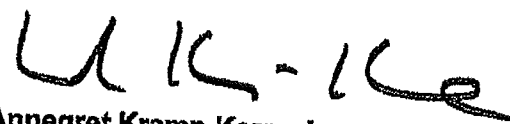
Directeur de l'Observatoire Régional de l'Emploi, de la Formation et des Qualifications  
(OREFQ) de Lorraine

  
**Jean-Claude Felten**

Conseiller de Direction 1<sup>ère</sup> classe, Ministère d'Etat du Grand-duché de Luxembourg

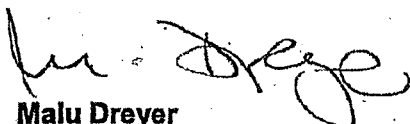
  
**Sébastien Brunet**

Administrateur général, Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique  
(IWEPS)



**Annegret Kramp-Karrenbauer**

Ministerin für Arbeit, Familie, Prävention, Soziales und Sport



**Malu Dreyer**

Ministerin für Arbeit, Soziales, Gesundheit, Familie und Frauen des Landes Rheinland-Pfalz